



Conférence Nationale du Handicap (CNH) UN AN APRES, OÙ EN EST-ON ?

La 6^{ème} Conférence Nationale du Handicap (CNH) du 26 avril 2023 fixait plusieurs objectifs, dont la mise en œuvre de 50 000 solutions, avec pas moins de 10 engagements accompagnés de 70 mesures portant « **de l'école à l'emploi, de la maison à la cité** » et à « **vocation à être déployées immédiatement** ».

Le Président exprimait vouloir « un changement de paradigme à la hauteur des enjeux sociétaux ».

La mise en place d'un comité de suivi de la CNH permet aujourd'hui de constater que les annonces gouvernementales ne sont pas suivies d'effets dans la réalité et que nous sommes bien loin des objectifs fixés.

Pourtant la communication était bien là : 50 000 solutions, 1,5 milliards pour la transformation de l'offre, baisser le niveau du chômage des personnes en situation de handicap à 6 %, garantir l'accompagnement partout et pour tous, ...

La FNAS FO, tout comme les associations du champ du handicap font un constat qui est sans appel avec peu d'avancées, des textes mal interprétés, des disparités entre les territoires et des manques de moyens financiers et humains significatifs.

La FNAS FO dénonce « ces déclarations d'intention » et revendique qu'elles soient traduites par des actes.

Aujourd'hui, bon nombre de personnes est encore sans solutions, les difficultés persistent comme en Ile-de-France où seulement 1960 solutions individuelles ont été financées sur 50 000 personnes sans solution évaluées dans cette même région ! Et on nous dit maintenant « qu'il n'y a plus d'argent pour le reste ».

Les services d'intervention précoce sont rarissimes, les solutions de scolarisation insuffisantes, les listes d'attente dans les établissements médico-sociaux (2 à 8 ans pour les enfants et 10 ans minimum pour les adultes) sont inacceptables. Par exemple, il y a encore plus de 700 amendements Creton maintenus en IME dans les Pays de la Loire par manque de places pour la suite. Les crédits annoncés à la CNH, ou dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024, sont de pure utopie et ne répondent pas aux besoins sur le terrain.

La FNAS FO dénonce cette méthode de « politique de communication » du gouvernement au détriment d'une réelle politique publique en faveur du Handicap.

Malgré les alertes auprès de la Ministre Fadila Khattabi, rien ne se passe, c'est un enfumage total, aucune volonté d'y mettre les moyens. Les ESMS et les associations restent en attente de réponse, tout comme le secteur de l'aide à domicile.

La FNAS FO s'associe à ce constat où l'inclusion n'est pas mise en œuvre à la hauteur des annonces pourtant relayées à grand coup de publicité par les médias.

La FNAS FO revendique :

- Des moyens à hauteur des besoins,
- Des créations de places dans les ESMS autant que nécessaire,
- Un accueil de qualité pour les personnes accompagnées,
- Une réponse pour TOUS.

Paris, le 15 avril 2024